

R E G I O N



**AQUITAINE**  
Groupe Démocrate

## **SEANCE PLENIERE DU 14 DECEMBRE 2009** **Budget Primitif 2010**

### **Intervention de Geneviève Darrieussecq**

Maire de Mont-de-Marsan  
Présidente du Groupe Démocrate au Conseil Régional

*(Note : seul le prononcé fait foi)*

Monsieur le Président,  
Chers Collègues,

En préambule et avant d'en venir aux analyses et aux choix du groupe démocrate sur ce budget primitif, je tiens à remercier le Vice-président Houdebert, notre Vice-président aux Finances pour son exposé très précis, et plus globalement pour la qualité de son travail et la courtoisie dont il a fait preuve dans l'exercice de sa fonction tout au long de ses années. Puisque je crois savoir qu'il n'est pas candidat au renouvellement de son mandat, je tiens à le saluer cordialement à l'occasion de ce débat budgétaire. Je remercie également et tout aussi cordialement les services de la Région pour tout le travail fourni en vue de l'élaboration de ce budget primitif 2010. Chacun à notre place, nous avons à cœur de faire avancer notre Aquitaine.

Monsieur le Président nous avons tous bien compris que votre inquiétude devant la réforme des collectivités territoriales et la réforme fiscale.

La réforme fiscale et la suppression de la taxe professionnelle, parlons en !

Le contexte d'abord.

Un Etat avec une dette abyssale 1400 Mds d'euros, qui n'est pas prête de diminuer et qui va même enfler. Un déficit budgétaire prévu pour 2010 de 170 Mds d'euros sur

un budget de 300. Pour dépenser 1000 euros l'Etat devra en emprunter 550 euros. De l'autre côté des collectivités territoriales avec une belle santé financière. Une capacité de désendettement de 2,6 années pour les régions (1an pour l'Aquitaine !), 3 ans pour les départements, six ans pour le secteur communal. De quoi faire pâlir d'envie notre gouvernement.

Dans ce contexte est décidée la suppression de la TP remplacée par une usine à gaz complexe à souhait enlevant toute autonomie fiscale à certaines collectivités.. Le gouvernement dit « la taxe professionnelle est un frein à l'investissement des entreprises ». Soit !

Mais sa suppression est surtout l'occasion pour l'Etat de récupérer et donc d'économiser une partie des 11 Mds d'euros sur les 28 de la TP qu'il verse aux collectivités et qui correspondent aux dégrèvements successifs faits aux entreprises. Et ça ce n'est pas dit !

Dans le même temps le gouvernement mène la réforme des collectivités territoriales avec un argument massue : « il y a trop d'élus et ça coûte cher ! » Mauvais argument ! « le millefeuille est trop complexe » : ce n'est pas faux ! « les collectivités sont dépensières » : heureusement qu'elles sont là pour investir !

Les représentants des collectivités, dont vous Monsieur le président, s'insurgent contre ces deux réformes, hurlent que l'état leur fait les poches et n'ont d'autres propositions que le statu quo.

Et bien, que le gouvernement pose les vrais problèmes ! Qu'il nous dise qu'il est en difficulté face à cette dette cumulée depuis 25 ans largement aggravée par la crise que nous traversons et par certains choix politiques . Qu'il nous dise qu'il a besoin des collectivités territoriales pour participer à l'effort de guerre que représente la lutte contre notre endettement national. Et déterminons ensemble un niveau acceptable d'effort collectif et une organisation territoriale adaptée ! Ce débat là nos concitoyens l'entendraient et le comprendraient.

Au lieu de cela nous sommes dans un débat bourré de non-dits et de postures et notamment de postures pré électorales.

J'en viens maintenant à notre Budget Primitif.

Je souhaiterais commencer mon propos par une remarque de forme. Les élus de mon groupe et moi-même soulevons, depuis le début de ce mandat, un problème de forme dans la présentation des Budgets Primitifs de la Région. En effet, notre collectivité fonctionnant en Autorisations de Programmes / Crédits de Paiements, il est anormal que ne soit pas incluse la ventilation des ces Autorisations dans le rapport de présentation, ni dans le document comptable. Il aura fallu attendre la commission des finances pour connaître le stock des AP dans le Budget Primitif que vous nous proposez. Nous croyons qu'une telle information devrait apparaître d'une façon beaucoup plus claire. Et cela n'est pas neutre, ni strictement technique ! Cela révèle selon nous le manque d'une programmation pluriannuelle porteuse d'une vraie stratégie à moyen et long terme pour collectivité et nous le déplorons.

SUR LE FOND :

**PREMIER POINT : RECETTES c'est prudent !**

Première constatation : les recettes, et donc le budget primitif lui-même, sont en faible hausse en volume, un peu plus d'1 milliard 271 millions d'€ contre 1 milliard 215 millions d'€ l'année dernière, soit 4,6% d'augmentation.

Cela s'explique par un périmètre des compétences inchangé pour cette année et par une atonie liée au caractère de moins en moins dynamique des ressources de notre collectivité, au sein desquelles les dotations prennent une part de plus en plus prépondérante. Vous êtes prudent sur ces recettes et dans le contexte actuel cest normal !

A propos des recettes, vous profitez – et c'est bien normal – de notre débat budgétaire pour vous livrer à des constats.

Autant le dire clairement : nous sommes solidaires d'une grande partie de vos constats.

Oui, il pèse des incertitudes fortes sur l'avenir des finances des Régions.

Oui, le levier fiscal s'étirole.

Tout cela est vrai.

**- Réforme des collectivités**

La réforme en cours de la fiscalité locale est en une bonne illustration et donne encore plus d'incertitudes quant aux ressources des collectivités, ce qui pose, je vous l'accorde volontiers, des difficultés pour élaborer la stratégie pluriannuelle que nous appelons de nos vœux.

Que donnera la création des conseillers territoriaux et que deviendra la clause de compétence générale... personne ne le sait vraiment aujourd'hui. D'ailleurs votre budget est bâti sur des hypothèses pour la compensation relais de Taxe Professionnelle qui ne sont déjà plus actuelles depuis les derniers débats parlementaires du samedi 5 décembre.

### **- Instabilité économique**

Solidaires nous le sommes aussi sur la baisse des cartes grises. Vous aviez répercuté une baisse sur ces recettes dans le dernier Budget Supplémentaire. Nous n'avons pas de retours de votre part sur la réalité de cette baisse. On peut penser que la prime à la casse diminuant en 2010, la baisse sur 2009 devrait être atténuée par une consommation importante en cette fin d'année.

### **SECOND POINT : LES DEPENSES c'est très prudent**

J'en viens au cœur de vos marges de manœuvre et de vos choix dans le cadre de ce Budget 2010.

### **- Situation financière favorable**

D'abord, c'est incontestable : l'Aquitaine est dans une situation financière favorable. La Région présente un niveau d'endettement très inférieur à la moyenne des autres régions sur le territoire. Au 1<sup>er</sup> janvier, son taux d'endettement était de 276 000 €, soit 86 € par habitants contre 202 € par habitant en métropole en moyenne. La Région Aquitaine est la troisième région la moins endettée en France. Sa capacité de désendettement est d'un an alors que la moyenne des Régions est de 3,2 ans. En 2009, l'Aquitaine est la région métropolitaine possédant le taux d'autofinancement le plus important : 28,9%.

Tout cela grâce à vous, allez vous me dire... Nous sommes en droit de vous répondre : grâce aux Aquitains ! Car vous avez fait, pendant ce mandat en particulier, des choix de hausse des impôts sur lesquels nous ne vous avons pas

suivi. Aujourd'hui, on se rend compte que ces choix n'étaient pas justifiés. Des choix lourds, qui pèsent sur les ménages. La pression fiscale totale de la région Aquitaine se situe dans la tranche supérieure par rapport aux autres régions.

### **- Un budget trop prudent**

Mais ce niveau élevé d'épargne brute s'explique également par le faible niveau des dépenses de fonctionnement en Aquitaine : 213€ par habitant contre 260€ en France. Les recettes de fonctionnement de la Région Aquitaine se situent 12% en dessous de la moyenne des régions françaises. L'Aquitaine occupe l'antépénultième rang de ces mêmes régions.

### **Une chose est sûre on ne rend pas aux aquitains ce qu'ils nous donnent !**

Vos dépenses d'investissement sont un plus volontaires. 167€ par habitant en 2009 contre 161€ pour la moyenne des régions. Si les Crédits de Paiements sont en légère hausse, environ 5%, on constate un très fort infléchissement des Autorisations de Programmes votées, -34%, qui sera préjudiciable à la Région dans les années futures.

Ces chiffres sont là pour nuancer fortement la tendance qui est la vôtre à l'expression permanente de votre satisfaction.

### **- Etude par chapitres**

Bien sûr, il y a de bonnes choses dans ce budget : trois exemples.

- Dans le domaine de la formation, le service public régional de l'orientation, Aquitaine Cap Métiers, nous semble aller dans le bon sens. Cette agence régionale permet de donner à nos jeunes le choix d'une orientation en phase avec leurs souhaits et en phase avec la réalité socio-économique du terrain ;
- Ensuite l'un des piliers des compétences de la Région. Vous avez su engager le Conseil Régional dans la modernisation des conditions de travail et conditions de vie dans les lycées. Même si nous attendons encore les dernières réalisations du PPI n°3, il nous semble que ce PPI à d'un montant de 750M d'€ a su être à la hauteur. Vous faites le choix d'inscrire 43M d'€ en crédit de paiements cette année, ce qui là aussi est un engagement important.

- Enfin, nous soulignerons les efforts que vous avez fait en matière de logement étudiant, sous la direction d'Emilie Coutanceau. Dans ce budget, 4M d'€ en crédits de paiements. Vous le savez, c'est un sujet sur lequel nous sommes vigilants car les conditions de vies dans lesquelles nous laissons vivre nos étudiants depuis des années sont scandaleuses. La voie de la réhabilitation et de la démolition-reconstruction doit se poursuivre.
- Un bon point aussi pour votre volontarisme en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation.

Mais, par rapport aux autres régions vous êtes en retrait sur des enjeux majeurs :

- L'aménagement des territoires sur lequel nous vous alertons depuis le début du mandat. Rappelons que d'après les données DGCL, en 2009, vous étiez à 11,5€ par habitant dans ce domaine alors que la moyenne des régions était à 21,5€ par habitant. Nos territoires ruraux en souffrent et attendent un effort bien plus significatif.
- Même constat pour les transports pour lesquels nous sommes à 74,3€ par habitant alors que la moyenne des régions est à 95,4€ par habitants.
- De Budget à Budget, d'une année sur l'autre vous êtes trop timorés sur de nombreux sujets :

En matière de TIC, vous programmez une baisse de 25% de budget. Vous vous égarez sur les chemins de la Télévision Publique Régionale mais vous en oubliez de mettre les aquitains sur un pied d'égalité face aux nouveaux enjeux des nouvelles technologies comme la télévision numérique et tout simplement aussi le haut débit pour tous . Cela fait aussi partie de l'aménagement du territoire.

Que dire des secteurs en crise comme l'agriculture en pleine détresse dans tous ses domaines, où notre effort n'est vraiment pas à la hauteur des problèmes et de la forêt où les 6 M d'euros supplémentaires pour cette année paraissent bien peu au regard des besoins.

## **CONCLUSION**

Les Aquitains étaient en droit d'attendre un Budget dynamique anti-crise de la part de leur Région, un budget de soutien de l'économie, un vrai budget d'aménageur du territoire. Au final, vous leur proposez un budget qui se contente de poursuivre tranquillement les actions engagées, de gérer paisiblement les affaires courantes !

**Je vous le redis vous ne rendez pas aux aquitains ce qu'il vous donnent .**

**C'est un budget « mou » monsieur le Président !**

Je vous remercie.

Pour nous montrer constructifs, nous avons fait le choix de vous proposer trois amendements. Evidemment, ces amendements ne sont que des ajustements mais ils sont de bons exemples de ce que vous auriez du proposer.